

## CSG et Armées, un partenariat qui s'inscrit en terre de Guyane

Avant d'analyser les liens unissant le Centre spatial guyanais (CSG) et la base aérienne 367 (BA 367), il convient de présenter au sein de quel territoire s'inscrit ce partenariat, à savoir : la Guyane.

D'une superficie de 83 534 km<sup>2</sup>, la Guyane est le plus grand département français. Département d'outre-mer (DOM) depuis 1946, cette ancienne colonie est une terre de contrastes profondément marquée par les brûlures de l'histoire. Lieu d'implantation du CSG depuis 1964, il est impossible de comprendre ce que représente cette institution pour ce département région sans être en possession de données fondamentales constituant sa singularité. Dans le même ordre d'idée, il est difficile de mesurer la place des Forces armées en Guyane (FAG) et particulièrement de l'armée de l'air en cette région ultrapériphérique sans comprendre la place et le poids du CSG en Guyane.

C'est pourquoi cette première partie se propose de donner quelques chiffres clefs ainsi que quelques éléments historiques et sociologiques relatifs à la Guyane afin de permettre une meilleure acculturation du lecteur en transit vers le port spatial de l'Europe.

### La Guyane : une terre de contrastes

Bout d'Europe d'Amérique du sud, la Guyane est une terre de contrastes, ne ressemblant en rien aux autres territoires français rattachés à l'hexagone. A l'instar de l'opposition saisissante que représente l'implantation de la base spatiale de Kourou au sein de la forêt amazonienne, la Guyane n'a d'uniformité relative que vue du ciel.

En effet, occupée pour plus de 90 % de sa superficie par la forêt amazonienne, la densité de la Guyane est de deux personnes au km<sup>2</sup>. Plus de 91 % des 220 000 habitants recensés se concentre sur le littoral qui s'étend de Saint-Laurent-du-Maroni à Saint-Georges-de-l'Oyapock. L'agglomération macrocéphale de Cayenne regroupe à elle seule plus de 100 000 personnes, soit quasiment la moitié de la population recensée en Guyane. On estime que plus de 30 000 personnes seraient en situation irrégulière sur le territoire dont plus de 10 000 orpailleurs clandestins. La question de l'orpaillage clandestin est un véritable fléau pour la Guyane<sup>5</sup>. Pour lutter contre ce dernier, les FAG et la gendarmerie mènent

5 Sur cette question lire : Axel May, *Guyane française : l'or de la honte*, Calmann-Lévy, 2007, 226 p.

conjointement une opération, de manière permanente depuis 2010, appelée *Harpie* ainsi que nous aurons l'occasion de l'expliciter plus avant.

Autre donnée fondamentale : 45% de la population de Guyane est âgée de moins de 20 ans et l'indice de fécondité est le plus fort du sous-continent (indice de 3,5). Reste que plus de la moitié des naissances enregistrées en Guyane est imputée à une population d'origine étrangère. Force est de constater qu' :

« [...] aux migrations caraïbes, Haïtiens qui sont peut-être maintenant près du quart de la population totale de la Guyane, et dominicains, s'ajoutent des migrations plus frontalières : Surinamiens fuyant au départ la guerre civile et la misère au début des années 90, ainsi que Guyaniens et Brésiliens du nord. Et depuis peu, symboles de la continentalisation croissante de ce département français, des Péruviens<sup>6</sup> ».

Si la situation démographique de la Guyane est des plus originales, sa situation économique et sociale ne l'est pas moins. En effet, la Guyane est le dernier territoire européen du sous-continent sud américain. Reliée à Paris mais isolée de ses proches voisins (la Guyane n'est pas membre d'organisations régionales telles que le Mercosur<sup>7</sup> ou l'UNASUR<sup>8</sup>), la Guyane peine à créer des échanges même avec les pays limitrophes que sont le Suriname (pas de pont et pas de liaisons aériennes avec Paramaribo) et le Brésil (construction d'un pont sur l'Oyapock – livrable fin 2012 (?), et lignes aériennes régulières avec Belém ainsi que depuis fin 2010 avec Macapá, mais arrêtées mi-septembre 2012).

Encore trop replié sur lui-même, ce DOM souffre donc d'isolement et d'une fracture sociale réelle avec d'un côté, un phénomène de sur-rémunération et de l'autre, un taux record de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Cette sur-rémunération est due à l'installation d'une majoration pour service dans le DOM de Guyane de 40% au sein de la fonction publique. Cette majoration fut mise en place quelques années après la départementalisation afin de donner envie au personnel des administrations de l'Etat de venir s'installer en Guyane. Notons que cette majoration a cours dans nombre d'entreprises depuis. Si on ajoute à cela la

---

6 Stéphane Granger, « La Guyane, une région ultrapériphérique en quête d'intégration », in Mam Lam Fouck Serge. (Dir.), *Comprendre la Guyane d'aujourd'hui, Un département français dans la région des Guyanes*, Ibis Rouge Éditions, 2007, 706 p., p. 137.

7 Le Mercosur ou *Mercado comun do sul* (marché commun du sud) est une communauté économique qui regroupe cinq pays membres permanents : Argentine, Paraguay, Uruguay, Brésil et le Venezuela. Né le 26 mars 1991 avec le Traité d'Asunción, le Mercosur fonctionne en partenariat avec cinq pays associés que sont : le Pérou, le Chili, la Bolivie, la Colombie et l'Équateur.

8 L'UNASUR ou Union des nations sud-américaines est une organisation politico-économique qui regroupe les 12 pays d'Amérique du sud. Créé le 28 mai 2008 à Brasilia, cette organisation se veut en opposition avec la ZLEA (zone de libre échange des Amériques) créé par George Bush en 1991.

situation monopolistique qui caractérise le monde des entreprises guyanaises, le manque de compétitivité de l'économie locale (exception faite du spatial) et le taux de chômage qui avoisine les 25 % de la population active<sup>9</sup>, on comprendra alors toute l'importance des aides européennes pour cette région ultrapériphérique (RUP).

En effet, la Guyane bénéficie de nombreuses aides au niveau des programmes opérationnels européens au premier rang desquels nous trouvons : le Fonds européen pour le développement régional (FEDER) ; le Fonds social européen (FSE) ; le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ; le Fonds européen pour la pêche et l'aquaculture (FEP) ainsi que le programme opérationnel Amazonie et le Programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité des départements d'Outre-mer (POSEIDOM). C'est un véritable phénomène de tutelle quasi-généralisée ou d'économie sous perfusion qu'y se constate *de facto* de ce côté-ci de l'Atlantique.

De plus, il convient de noter que la Guyane bénéficie d'une source de revenus exceptionnelle pour les collectivités locales avec l'octroi de mer. L'octroi de mer est une des plus vieilles taxes indirectes du système fiscal français. Elle s'appliquait jusqu'en 1992 uniquement aux produits importés, ceci afin de protéger la production locale contre le commerce extérieur. Elle s'étend aujourd'hui à l'ensemble de la production avec des taux qui varient de 0 à plus de 30 %. L'octroi de mer profite à la Région Guyane (octroi de mer régional), aux communes et au conseil général. Il convient de préciser que le CSG fait figure d'exception ici car les matériels lanceurs et satellites sont exonérés d'octroi de mer. La raison principale de ce régime d'exception tient au fait que :

« Juridiquement toute appropriation de l'espace extra atmosphérique par proclamation de souveraineté est interdite. Or, le pouvoir de lever des impôts étant une manifestation évidente de souveraineté, la France a décidé d'assimiler toute livraison dans l'espace à une exportation et, par là, de l'exonérer d'octroi de mer<sup>10</sup> ».

Ainsi donc, la Guyane est une région qui se situe au carrefour de nombreuses aides. Reste que la raison de ces aides tient bien évidemment au retard de développement et à l'écart social qui existe entre ce DOM et la majorité des régions européennes. Et qui dit retard de développement, dit développement de pathologies sociales. Sans donner dans le misérabilisme, il convient de souligner qu'il existe sur l'agglomération de Cayenne des bidonvilles qui ne sont pas sans rappeler, toutes proportions gardées, les *favelas* brésiliennes que ce soit en termes sanitaire (absence d'accès à l'eau courante, lieu privé d'électricité, constructions

---

9 En 2005, on recensait 12 487 allocataires du revenu minimum d'insertion (RMI devenu RSA) et 39 919 bénéficiaires de la couverture médicale universelle (CMU) en Guyane.

10 *Latitude 5*, n°88, avril 2010, p. 37.

précaires, décharges improvisées) ou de violence (vols, trafics de drogue et crimes de sangs ayant cours dans certains quartiers). Notons toutefois que le crime organisé sous forme de bandes ou clans mafieux n'existent pas, bien heureusement, comme à l'échelle de ce qui se constate au sein de certains grands centres urbains brésiliens.

L'ensemble de ces maux ne doit pas pour autant broser un tableau par trop pessimiste de la situation sociale en Guyane. En effet, la notion de lien social, entendue dans le sens de solidarité sociale et intergénérationnelle, demeure très forte au sein de la société guyanaise. Reste que ce lien s'exprime davantage sous la forme de l'appartenance communautaire que sous celle de la solidarité nationale. Enfin, il convient de noter que la société guyanaise est majoritairement préservée de cette gangrène du vivre ensemble qu'est le racisme à la différence de nos sociétés occidentales.

En tout état de cause, l'Etat demeure un acteur essentiel de l'aménagement du territoire au titre de la solidarité nationale en Guyane. À ce titre, le Contrat plan État-Région (CPER) est un outil essentiel du développement de la Guyane. Le CPER et le Document unique de programmation des fonds structurels européens (DOCUP), dont le secrétaire général de préfecture est le coordonateur en lien avec les ministères et les collectivités locales, sont les documents de référence d'emplois des investissements nationaux et européens au sein de la région Guyane. Le CPER de la Guyane s'articule autour de quatre grands domaines d'actions prioritaires que sont :

- la création d'activités, de valeurs et d'emploi;
- la formation des hommes;
- le renforcement de la cohésion sociale;
- l'aménagement du territoire.

Autant de thèmes donc qui tendent de répondre aux maux décrits précédemment. Il y a en effet urgence à ne pas laisser la jeunesse guyanaise s'enfermer massivement dans une forme de fatalisme et de désarroi social. *De facto*, l'effort de l'État se fait principalement sentir dans les domaines sensibles de la formation (construction d'établissements scolaires record) mais aussi de l'enseignement supérieur (création d'un Pôle de recherche et d'enseignement supérieur – PRES) et de la recherche notamment avec le Cnes/CSG qui est un des acteurs moteurs du premier PRES/IRISTA (Institut de recherche interdisciplinaires des systèmes et territoires amazoniens) en partenariat avec des institutions telles que le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut Pasteur, l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), l'Institut français de recherche pour l'exploration de la mer (IFREMER)...

La Région quant à elle, est au cœur du développement économique avec ces deux outils de pilotage que sont le Schéma d'aménagement

régional (SAR) et le Schéma régional de développement économique (SRDE) qui s'articule autour de quatre projets principaux que sont :

- la mise en place d'un centre régional de développement, de valorisation et de promotion des ressources naturelles;
- la volonté de faire de Cayenne une ville inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco;
- la création d'un parc éco-touristique « Terre d'Amazonie »;
- la création d'un pôle de compétitivité aéronautique/spatial.

Le ministère de la Défense est aussi un acteur important du développement économique de la Guyane avec des structures en pleine expansion comme le 9<sup>e</sup> Régiment d'infanterie de marine (Rima) de Cayenne ou la base aérienne (BA) 367 de Rochambeau qui verra ses effectifs presque doubler d'ici à 2013 et son infrastructure connaître des modifications remarquables pour l'accueil des avions de type CASA de la Martinique. A noter que la base aérienne 367 a développé une politique d'emploi locale forte car tous ces militaires du rang (soit en 2011 une cinquantaine de personnes) sont des engagés locaux. En d'autres termes, 20% des effectifs de la BA 367 sont originaires de Guyane.

La Guyane est donc un territoire en plein développement qui, bien qu'aïdée au niveau européen de manière conséquente, souffre encore de graves disparités au niveau économique et social. Pour la période 2007-2013, on estime que la Guyane aurait besoin de 2,3 milliards d'euros pour couvrir l'ensemble de ces besoins en termes d'aménagement du territoire alors qu'elle peine à réunir 800 millions d'euros<sup>11</sup>...

Sanitairement parlant, la Guyane n'est pas en manque de contrastes une fois encore. Si le département est en pleine explosion démographique ainsi que le prouve les taux de natalité et de fécondité<sup>12</sup>, le retard sanitaire est conséquent. Ainsi, le taux de mortalité infantile reste presque trois fois supérieur à la métropole et l'espérance de vie demeure elle aussi inférieure à celle de l'hexagone<sup>13</sup>. Force est de constater que la Guyane est le seul département français où le paludisme reste présent à l'état endémique (tout le pays est impaludé à l'exception des zones côtières). De plus, le département est soumis au risque de fièvre jaune et la dengue demeure endémique le long du littoral. En 2008, le conseil national du SIDA a déclaré la Guyane comme zone d'épidémie.

---

11 Estimation due à Pierre Zammit, conseiller du commerce extérieur de la France en Guyane.

12 En 2007, le taux de natalité était de 27,1 % pour la Guyane contre 12,7 % pour la métropole. De même, le taux de fécondité était favorable à la Guyane par rapport à la métropole avec un taux moyen de 3,5 enfants contre 1,9.

13 L'espérance de vie pour les hommes en Guyane dépasse les 72 ans alors qu'il est 77 ans en métropole. La même différence s'observe chez les femmes pour qui l'espérance de vie est de 79 ans en Guyane et de 84 ans en métropole.

Symbole de cette fracture sanitaire, l'établissement en 2005 d'une mission France de l'organisation non gouvernementale *Médecins du monde* en Guyane témoigne des carences locales du système de santé. L'organisation donne plus de 3 000 consultations à l'année auprès de personnes dont plus de 80 % n'ont pas de couverture sociale (souvent par défaut d'informations). Agissant au sein des quartiers les plus démunis dans les environs de Cayenne, *Médecins du monde* a mis en place une action mobile de promotion de la santé en complément de son Centre d'accueil de soins et d'orientation (CASO) de Cayenne<sup>14</sup>.

Si on s'éloigne de Cayenne pour rejoindre les fleuves, d'autres difficultés s'ajoutent à celles précédemment citées avec l'allongement des distances et la difficulté d'accès à certaines zones telles que Camopi ou Maripasoula (uniquement accessibles soit par les airs soit par pirogue). De plus, la confrontation avec la médecine traditionnelle n'est pas toujours aisée au sein de communautés où la place des croyances aux esprits et de personnage tel le chamane est parfois un frein pour le développement de l'information médicale. C'est pourquoi, les axes d'efforts relayés par le Plan régional de santé publique (PRSP)<sup>15</sup> font apparaître l'éducation à la santé comme étant prioritaire. Ceci révèle bien le cruel défaut d'informations dont souffre une part importante de la population en Guyane.

Autre contraste typiquement guyanais : le brassage des cultures qui compose sa mosaïque des peuples. La diversité linguistique de la Guyane est à la hauteur de sa diversité culturelle ; on y parle plus de dix langues régionales (créole guyanais, langues bushinengé, langues amérindiennes) et de nombreuses langues étrangères (espagnol, portugais, néerlandais, anglais, mandarin, cantonais, créole haïtien). Plus de 3 000 enfants sont non scolarisés et près de 50 % des jeunes de 17 ans éprouvent des difficultés à lire. De plus, près de 60 % des jeunes qui quittent le système éducatif sont sans diplôme.

Un autre symptôme de la fracture culturelle, sociale et sanitaire qui touche la Guyane, demeure l'augmentation des cas de suicide le long des fleuves. Force est de constater que ladite augmentation concerne principalement des adolescents d'origine amérindienne. Même s'il demeure difficile voire prétentieux et déplacé d'expliquer un suicide, certains facteurs ne peuvent qu'en favoriser l'expression. Nous pensons ici notamment à l'enclavement dont souffrent certaines communes et au contraste sociétal que vivent de nombreux jeunes issus de ces dernières lorsqu'ils se rendent au sein de centres urbains et modernisés comme Cayenne, Kourou ou Saint-Laurent pour leur scolarité. Ces adolescents ne peuvent

14 Pour plus d'informations : [www.medecinsdumonde.org](http://www.medecinsdumonde.org)

15 Le PRSP de la Guyane s'articule autour de trois axes fondamentaux que sont : l'éducation à la santé ; l'observation sanitaire et sociale et l'alerte et la gestion des situations d'urgence sanitaire.

être que partagés pour ne pas dire déboussolés et perdus en côtoyant la modernité technique et culturelle des villes, eux qui retournent passer leurs vacances dans des villages n'ayant aucun accès à Internet et où les loisirs modernes n'existent pas<sup>16</sup>.

La Guyane est donc une terre marquée par un très fort brassage ethnique et communautaire, ce qui implique que l'appartenance à la communauté nationale est parfois une notion lointaine. De plus, la coexistence pacifique de ces communautés n'empêche pas l'indifférence, voire l'ignorance entre ces dernières. En ce sens l'identité guyanaise n'est pas forcément empreinte de valeurs humanistes et républicaines, elle peut être davantage influencée par des valeurs religieuses ou ethniques. De même, le français n'est pas forcément la langue de référence, c'est-à-dire celle que l'on emploie quotidiennement. Autrement dit, il n'y a pas de langue maternelle commune en Guyane, le français étant la langue de l'école et des institutions.

Dans le même ordre d'idée, la notion de frontière n'est pas vécue uniformément en Guyane. Ainsi, le fleuve Maroni, qui sépare la France et le Suriname (frontière toujours contestée aujourd'hui encore), est davantage vécue comme une zone transfrontalière que comme une ligne de démarcation étanche par les peuples noirs marron ou amérindiens qui peuplent ces rivages. Ainsi la frontière est davantage comprise comme une trace laissée par le colonisateur européen. De ce fait, cette dernière n'a de valeur que symbolique aux yeux des peuples riverains qui circulent de manière totalement libre des deux côtés du fleuve. Il s'agit bien ici de comprendre que la perméabilité des frontières est un acquis culturel pour des peuples amérindiens ou descendants des noirs marron. Il n'est pas rare de constater chez ces derniers une certaine défiance à l'autorité de l'Etat, défiance qui prend racine dans une tradition de rébellion contre l'esclavage<sup>17</sup>. En ce sens, il n'est pas exagéré de dire que le poids de l'histoire est énorme dans le vécu quotidien des habitants de l'ancien territoire de l'Inini comme pour ceux de l'Oyapock.

---

16 Sur la question du suicide en Guyane voir le site : [www.ors-guyane.org](http://www.ors-guyane.org)

17 Sur cette question lire : Richard et Sally Price, *Les Marrons*, Vents d'ailleurs, 2003, 127 p.